



**UNION EUROPEENNE**

**OSCE Conseil Permanent N°1101  
Vienne, 26 Mai 2016**

---

**Déclaration de l'UE en réponse à la présentation du rapport concernant les actions passées, actuelles et envisageables des missions de terrain de l'OSCE pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation pouvant conduire au terrorisme par le Secrétaire Général de l'OSCE, l'Ambassadeur Lamberto Zannier**

---

L'Union Européenne et ses Etats membres remercient le Secrétaire général pour la présentation du rapport répondant à la décision MC.DOC/4/15. Ce rapport met en évidence que depuis plusieurs années les missions de terrains de l'OSCE agissent pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation pouvant mener au terrorisme.

L'action des missions de terrains telle qu'elle est décrite dans ce rapport se fonde sur une approche trans-dimensionnelle, en s'appuyant notamment sur la 1<sup>ère</sup> et la 3<sup>ème</sup> dimensions. Il s'agit d'une stratégie qui s'inscrit pleinement dans l'approche de l'OSCE, même si elle connaît parfois des limites en raison des contraintes politiques et économiques auxquelles les missions de terrain doivent faire face.

Ce rapport met également en évidence un souhait de ne pas dupliquer les actions en les inscrivant dans des processus mieux construits et mieux élaborés, pour lesquels le secrétariat (TNT/ATU) peut apporter son aide et son expérience. Il propose également d'inscrire utilement l'action des missions de terrain dans des cadres plus régionaux, afin de mieux répondre aux besoins de coordination nécessaire pour prévenir et lutter contre cette menace transnationale. Le support du centre de Dushambe peut ainsi constituer un effet à rechercher, pour favoriser une unité de formation régionale.

Nous rappelons d'ailleurs que depuis plus de 10 ans nous sommes investis dans l'approche de cette thématique, avec l'adoption en 2005 d'une stratégie adaptée, qui a été révisée en 2008 et 2014. La coordination de l'ensemble des acteurs, y compris ceux de proximité fait partie de nos priorités dans le cadre du réseau de sensibilisation à la radicalisation, qui regroupe plus de 700 organisations des 28 Etats membres.

Dans cet esprit d'échange de renseignements et de coordination des actions nous soutenons pleinement les efforts déployés avec les partenaires de coopération de l'OSCE, en particulier le groupe de contact méditerranéen pour trouver et mettre en oeuvre conjointement avec nos partenaires des actions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Nous souhaitons que ce rapport s'inscrive dans une démarche plus globale de l'OSCE. Cela va des rapports volontaires des Etats participants devant le comité de sécurité concernant l'adaptation de leur législation en la matière, aux actions concrètes menées par les missions de terrain, en s'enrichissant de la réflexion de la conférence pour lutte contre le terrorisme qui aura lieu à Berlin la semaine prochaine.

l'Ancienne République yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\*, la Serbie\* et l'Albanie\*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; le Liechtenstein pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie, la Géorgie et Andorre se rallient à cette déclaration.

\* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.